



Situation de la gestion durable des forêts gabonaises

GABON

Béatrice BIMBISSA MINANGA

Chargée d'Etudes

Direction Générale des Forêts

Rose NTSAME ép. ONDO

Présidente du PAFC Gabon

**DEUXIÈME ATELIER RÉGIONAL DE L'OIBT SUR LES LIGNES DIRECTRICES VOLONTAIRES DE L'OIBT
POUR LA GESTION DURABLE DES FORÊTS TROPICALES NATURELLES**

Cotonou, République du Bénin, du 08 au 12 mai 2017

Plan

Introduction: Situation du secteur forestier au Gabon

I. Aspects politiques et légaux de la GDF

II. Leçons apprises sur la GDF

1. PC&I OAB-OIBT adaptés au Gabon
2. Préparation au REDD
3. Evolution du processus FLEGT
4. Contribution du secteur forêt dans l'économie nationale
5. Importance environnementale et du volet social externe du secteur forêt

III. Défis multiformes en relation avec la GDF

IV. Stratégies actuelles et futures

V. Perspectives

Conclusion

Introduction:

Situation du secteur forestier au Gabon

Avec ses 23,7 millions d'hectares de forêt, le Gabon s'est, depuis les années 90, engagé dans le processus de gestion durable de ses forêts et a institué la généralisation de l'aménagement forestier à l'ensemble des domaniales productives enregistrées attribuées sous forme de permis forestiers.

Ainsi, le Gabon compte:

- 50 concessions forestières sous Conventions Provisoires d'Aménagement-Exploitation-Transformation (CPAET) couvrant une superficie totale de 4 598 241 ha.
- 59 concessions forestières disposant de plans d'aménagement validés par l'Administration des Eaux et Forêts pour une superficie de 10 483 772 ha.
- 10 concessions forestières certifiées, dont 7 au certificat Forest Stewardship Council (FSC) et 3 labélisées Origine Légal du Bois (OLB), d'une superficie totale de 2 482 559 ha.

Dans le cadre de la foresterie sociale, il existe:

- 18 Conventions Provisoires de Gestion de Forêts Communautaires, d'une superficie totale de 149 661 ha.
- 31 Conventions Définitives de Gestion de Forêts Communautaires, qui couvrent une superficie totale de 90 867 ha.

I. Aspects politiques et légaux de la GDF

La politique forestière du Gabon repose sur deux axes majeurs:

1. La généralisation de l'aménagement à toutes les forêts concédées
2. La transformation locale plus poussée du bois

L'aménagement forestier est encadré par la loi n°016/01 du 31 décembre 2001 portant Code Forestier en République gabonaise, à travers une série d'instruments de promotion de la gestion durable des forêts et d'encadrement des gestionnaires forestiers:

- Décret n°0689/PR/MEFEPEPN du 28 février 2008 définissant les normes techniques d'aménagement et de gestion durable des forêts domaniales productives enregistrées
- Guide Technique National d'Aménagement Forestier édité en mai 2013
- Guide de l'abattage contrôlé
- Guide des opérations de débusquage et débardage

Ayant bénéficié du projet multiphasés conjoint de l'Organisation Africaine du Bois-Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OAB-OIBT) pour la « Promotion de l'aménagement durable des forêts africaines », le Gabon s'est doté d'un Manuel d'application des principes, critères et indicateurs de gestion durable des forêts gabonaises, produit selon une approche participative, avec la mise en place d'un Groupe National de Travail (GNT). Ce manuel a été validé en 2004 et édité 2014

II. Leçons apprises sur la GDF (1)

1. PC&I OAB-OIBT adaptés au Gabon (1)

A. Ont servi de base pour l'élaboration du standard du Système Pan Africain de Certification Forestière (PAFC)
Gabon

2004:

- Validation des PCI OAB -OIBT Gabon
- Demande de produits certifiés sur le marché international mais offre inexistante au Gabon
- Partant des recommandations de l'étude de faisabilité de l'OAB sur la mise en place d'un système Pan africain de certification forestière, le GNT GABON prend l'initiative de créer l'association PAFC GABON qui devient membre de PEFC en décembre 2004.
- PEFC reconnaît les PCI OAB /OIBT comme devant servir de base à l'élaboration des standards du PAFC GABON

2005-2006 : Elaboration du standard PAFC GABON

- 4 principes; 15 critères; 53 indicateurs; 164 sous-indicateurs; 399 vérificateurs.
- Adjonction d'un critère sur les populations autochtones dans le principe 4

Ce standard a été complété par des exigences préalables et complémentaires :

- Mise en place d'un système de management de (type ISO14001) au sein de l'entreprise
- Définition d'une politique de gestion forestière environnementale et sociale au sein de l'entreprise
- Exigences en matière de communication interne et externe
- Mise en place d'une procédure de veille légale et réglementaire

Un guide d'interprétation et d'utilisation du standard PAFC Gabon vient d'être produit après l'audit à blanc réalisée dans une concession forestière

II. Leçons apprises sur la GDF (2)

1. PC&I OAB-OIBT adaptés au Gabon (2)

B. Ont été expérimentés entre 2012 et 2014, par des audits de suivi de l'aménagement sur un échantillon de 16 concessions forestières.

Il en résulte que le niveau de conformité est globalement satisfaisant sur l'ensemble des concessions auditées, avec un taux moyen de l'efficacité de gestion durable des forêts gabonaises de 42,04%. Le plus haut niveau de conformité ayant été observé dans les concessions certifiées FSC:

- 2 UFA, ont d'excellents réalisé des scores supérieurs à 70%
 - Forêts certifiées FSC ayant un suivi de l'activité d'exploitation forestière afin de maintenir le certificat.
- 2 concessions forestières ont obtenu des scores compris entre 50 et 70%
 - Gestionnaires engagés. L'amélioration des pratiques forestières permettraient de se rapprocher des standards de certification.
- 6 concessions ont des résultats proches de la moyenne (30 à 50%)
 - Faible prise en compte de tous les volets de la foresterie (économique, écologique et social) et pas uniquement se limiter à l'exploitation pure et simple des essences.
- 6 concessions ont eu des taux de conformité au dessus de 30% et/ou compris entre 10 et 20%
 - Gestionnaires ne s'inscrivant pas dans la gestion durable des forêts. Leur intérêt semble être unique orienté sur le prélèvement de la ressource.

II. Leçons apprises sur la GDF (3)

2. Préparation au REDD

Bien qu'engagé dans la GDF, le Gabon entend utiliser sa forêt pour le développement économique et social car avec ses 23,7 millions d'ha de forêts qui couvrent 88% du territoire, le Gabon a un taux de déforestation très faible, soit 0,004% par an (*Plan National Climat, 2013*)

<http://www.conseilnationalclimat.ga>

3. Les LDV de la GDF

Les différents outils de promotion de la GDF ont été développés par les différents acteurs du secteur forestier sans directement se référer aux LDV de la GDF de l'OIBT du fait de la méconnaissance de celles-ci.

Un déficit de communication autour de ces LDV peut être ici relevé. Celui-ci est imputable à l'absence d'une cellule de veille chargée de la mise à jour et de la vulgarisation des LDV et des PCI de la GDF.

II. Leçons apprises sur la GDF (4)

4. Evolution du processus FLEGT

Afin de lutter contre l'exploitation forestière illicite qui impacte négativement l'environnement économique par son caractère informel et garantir la pérennité de ses ressources naturelles et renouvelables, le Gabon ambitionne d'adhérer et de signer l'accord de partenariat volontaire (FLEGT) avec l'Union européenne

La conclusion de cet accord et sa mise en œuvre requièrent la maîtrise d'un certain nombre d'outils et procédures se rapportant à l'établissement des mécanismes ou systèmes de traçabilité et de vérification de la légalité (SVL)

2011: Ouverture des négociations avec l'UE

2013: Interruption des négociations

2015 : Reprise des négociations

- Production d'une feuille de route
- Elaboration de la Grille de Légalité et test à blanc
- Réalisation d'une étude de faisabilité sur le Système de Vérification de la Légalité (SVL) et la traçabilité du bois

Leçons apprises:

- Disposer d'une seule grille de légalité pour toutes les sources de bois ne facilite pas la collecte des données: il faut élaborer une grille pour chaque type de source de bois
- Le système de vérification de la légalité, le système de traçabilité et la grille doivent être élaborés simultanément en vue d'alléger la grille
- Affecter des fonctionnaires à temps complet pour ne s'occuper que des APV
- Nécessité de mise en place d'un mécanisme interne de financement des APV/FLEGT par l'Etat

II. Leçons apprises sur la GDF (5)

5. Contribution du secteur forêt dans l'économie nationale

Les données du Tableau de bord de l'économie 2015 perspectives 2016 montrent que le secteur forêt:

- Contribue à 75,1 milliards de FCFA du PIB en 2015
- Est un important employeur du secteur privé: près de 3 000 emplois directs en 2016 (13 000 pour l'ensemble du secteur forêt-bois)

6. Importance environnementale et du volet social externe du secteur forêt

Contribue à la conservation et à la préservation de la biodiversité (faune et flore) et des zones sensibles par la délimitation des séries de protection

Encourage un mode de gestion participatif

Respecte les droits des communautés riveraines et partage des bénéfices à travers le processus de signature des Cahiers de Charges Contractuelles (CCC) effectif

Appui le développement local : construction de routes, d'écoles, de dispensaires, électrification des villages, etc.

Contribue à améliorer le bien-être des populations locales : emplois locaux, aide au développement des activités génératrices de revenus (AGR), etc.

II. Leçons apprises sur la GDF (6)

6. Contribution du secteur forêt-bois dans la lutte contre les changements climatiques

Quelques actions ayant eu un impact positif sur les niveaux de déforestation et de stocks de carbone de la forêt gabonaise:

- 1993: adoption du Code de l'environnement (révisé en 2015) qui rend les études d'impact environnemental obligatoires
- 2001: adoption du Code forestier qui oblige les entreprises forestières à aménager leurs massifs avec une rotation de 25 à 30 ans
- 2002: création d'un réseau de 13 parcs nationaux représentant près de 11% du territoire national
- 2010: création du Conseil National Climat chargé de la formulation du Plan National Climat dont les principaux résultats sont:
 - L'implantation d'une station de réception d'images satellitaires
 - La création de l'AGEOS en 2013 qui est chargé entre autre (i) de la réception et du traitement des images satellitaires, (ii) de fournir les données pour l'aménagement du territoire et la réalisation du Plan National d'Affectation des Terres (PNAT), (iii) de réaliser les statistiques robustes sur la végétation du Gabon afin de permettre une comptabilisation du carbone
- 2012: lancement du Projet d'Inventaire Forestier National (toujours en cours) financé par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

III. Défis multiformes de la GDF

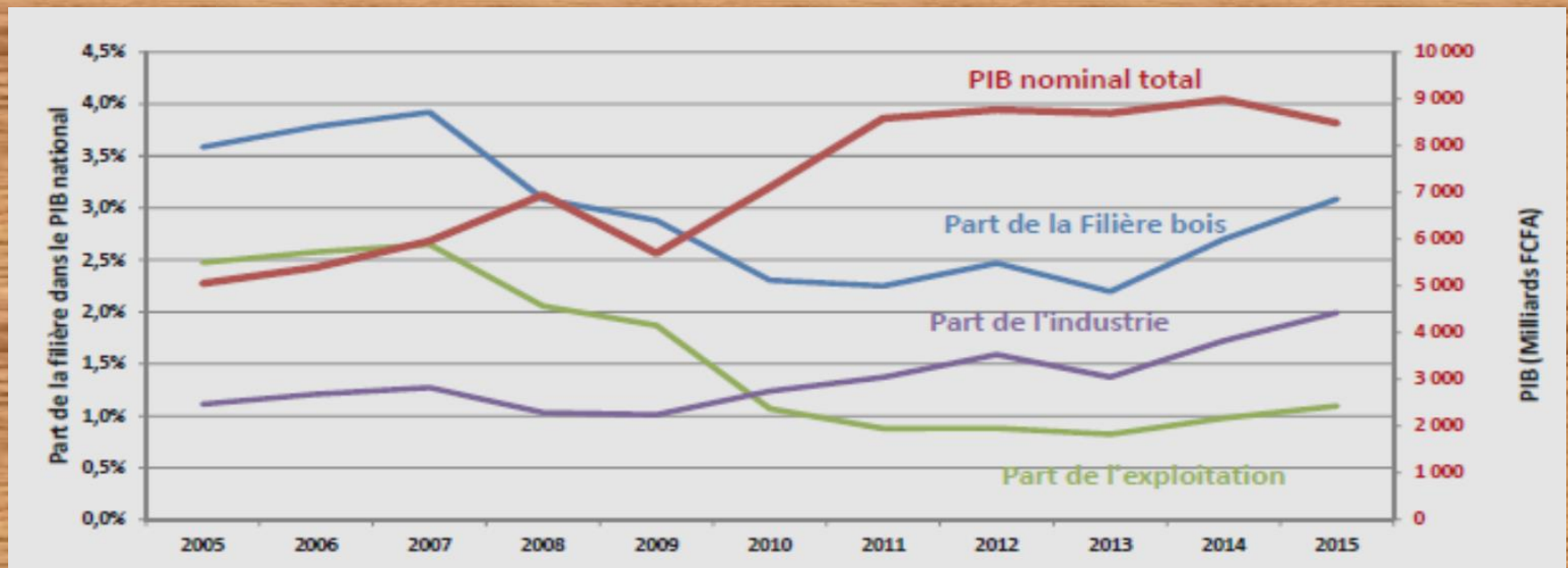
Exploitation forestière illégale

Maîtrise insuffisante des techniques d'EFI

Opérateurs économiques nationaux confrontés à de nombreux handicaps

Absence de plan d'affectation des terres qui fait peser une menace sur les forêts

Chute des recettes fiscales consécutive à l'arrêt des droits et taxes de sortie (DTS) perçus sur l'exportation des grumes, suite à la Décision du Conseil des Ministres le 6 novembre 2009



Source: Banque Mondiale, 2017

IV. Stratégies actuelles

- Révision en cours du Code forestier;
- Mise en place le Plan d'action national de lutte contre l'exploitation forestière illégale (PANEFI) afin de consolider la gestion durable des ressources forestières;
- Projet d'appui au Contrôle de l'Aménagement Forestier (CAF);
- Négociation en cours avec l'Union Européenne dans le cadre de l'initiative APV/FLEGT qui vise à garantir l'origine légale des exportations de bois gabonais vers l'U.E.;
- Mise en place en cours du Fonds Forestier National pour accompagner les opérateurs dans l'implantation des unités de transformation;
- Bourse du bois pour permettre aux entreprises dépourvues de concessions forestières d'acquérir du bois légal.

V. Perspectives

- Promulgation du nouveau Code forestier;
- Réviser les PC&I OAB/OIBT adaptés au Gabon en intégrant les thématiques émergentes et en y retirant les aspects non applicables;
- Mettre en place un cadre réglementaire relatif aux audits de la GDF des concessions forestières selon les PC&I AOB-OIBT adaptés au Gabon;
- Adapter la grille d'évaluation de la GDF aux forêts communautaires;
- Communiquer et vulgariser les LDV et les PCI OAB-OIBT de GDF auprès de l'ensemble des acteurs du secteur forêt-bois;
- Généraliser les audits de suivi de l'aménagement à l'ensemble des concessions forestières
- Instituer un prix gratifiant les entreprises ayant obtenus des scores satisfaisants;
- Conclure, avec l'UE, l'APV/FLEGT;
- Intensifier les contrôles;
- Finaliser le Plan National d'Affectation des Terres (PNAT);
- Intégrer les thématiques émergentes préconisées par les LDV de la GDF de l'OIBT, lors de la prochaine révision du standard PAFC en 2019;
- Elaboration Plan d'action pour la promotion de la certification en cours d'élaboration (principale recommandation de l'atelier sur la certification forestière tenu en 2016).
- Mettre en place un standard sous-régional PAFC Afrique centrale

Conclusion/Recommandations

En somme, le secteur forêt-bois au Gabon est marqué par l'engagement institutionnel de faire du pays un leader sous-régional du bois certifié afin de se maintenir sur le marché international du bois , devenu de plus en plus exigeant de produits issus de forêts durablement gérées.

Un accent particulier est également mis sur la transformation plus poussée du bois (2^{ème} et 3^{ème} transformation au niveau local).

La généralisation de l'aménagement forestier (forêts productives et forêts communautaires), la lutte contre l'exploitation forestière illégale, la promotion de la certification forestière et le FLEGT sont les principaux moyens de mise œuvre de cet ambitieux objectif.

La prise en compte des LDV et des PCI dans l'élaboration des politiques forestières et des outils de GDF, ainsi que leur vulgarisation auprès des différents acteurs du secteur forestier, se révèlent indispensables dans l'optimisation des efforts déjà engagés. A cet effet, le Gouvernement et l'OIBT doivent favoriser la mise en place et le fonctionnement d'un GNT permanent.

MERCI DE VOTRE AIMABLE ATTENTION

